

Réalisation de la station d'épuration du Locle

Prestations d'ingénierie sectorielle
Génie civil

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

- ☐ Procédure sur invitation
☒ **Procédure ouverte**
☐ 2^{ème} tour de la procédure sélective

À compléter par le soumissionnaire :

Nom du bureau ou de l'entreprise responsable de l'offre :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Téléfax :

Adresse électronique (E-mail) :

Date :

Signature(s) * : _____

Date :

Signature(s) * : _____

Date :

Signature(s) * : _____

* *Tous les membres d'un consortium ou d'un pool de mandataires doivent signer le présent document. Par sa signature, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.*

À compléter par l'adjudicateur :

Offre : ☐ Recevable

☐ Non recevable

Offre : ☐ Retenue pour adjudication

☐ Non retenue

Table des matières

Références normatives	4
DOCUMENTS à REMETTRE	4
AUTRES ANNEXES QUI PEUVENT ÊTRE CONSULTÉES AUPRÈS DE L'ADJUDICATEUR :	6
AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :	6
1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE SOUMISSIONNAIRE	7
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES	8
2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur	8
2.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure auprès duquel les documents peuvent être demandés	8
2.3 Nature et importance du marché	8
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	13
3.1 Délai pour la remise des offres	13
3.2 Présentation de l'offre	13
3.3 Recevabilité de l'offre	14
3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres	14
3.5 Émoluments d'inscription et/ou frais de dossier	15
3.6 Motifs d'exclusion	15
3.7 Conflit d'intérêt	15
3.8 Incompatibilité et concurrents (art. 14 SIA 144:2013)	16
3.9 Nombre d'offres	18
3.10 Association de bureaux ou consortium d'entreprises	18
3.11 Sous-traitance	19
3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché	19
3.13 Devise monétaire applicable	19
3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations	19
3.15 Durée de validité de l'offre	19
3.16 Variante d'offre de la part du soumissionnaire	20
3.17 Indemnisation	20
3.18 Marché divisé en lots	20
3.19 Offre partielle	20
3.20 Taxe sur la valeur ajoutée	20
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE	21
4.1 Bases légales	21
4.2 Engagements de l'adjudicateur	22
4.3 Délai pour poser des questions	22
4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution	23
4.5 Ouverture des offres	23
4.6 Critères d'adjudication	24
4.7 Évaluation des offres	25
4.8 Barème des notes	26
4.9 Notation du prix	27
4.10 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché	28
4.11 Comité d'évaluation à compléter cas échéant	29



4.12 Modifications de l'offre	29
4.13 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur	29
4.14 Interdiction des négociations	30
4.15 Contrôle et explications de l'offre	30
4.16 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales	30
4.17 Décision d'adjudication	31
4.18 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication	31
4.19 Voies de recours	31
4.20 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication	32
5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE	32

RÉFÉRENCES NORMATIVES

Les documents ci-après, dans leur intégralité ou non, sont des références normatives auxquelles se réfère le présent appel d'offres.

- SIA 144:2013, Règlement des appels d'offres de prestations d'ingénierie et d'architecture
- Guide romand des marchés publics, version du 1^{er} octobre 2015
- ISO 9001:2015, Systèmes de management de la qualité — Exigences

DOCUMENTS À REMETTRE

Les formulaires ci-dessous sont accessibles directement en ligne sur le site internet de SIMAP accessible ici :

<https://www.simap.ch/>

Condition de participation :

☒ **Formulaire A** Attestation sur l'honneur

Critères d'aptitude :

- ☒ **Formulaire B** Caractéristiques du soumissionnaire
- ☒ **Formulaire C** Garanties financières et d'assurances
- ☒ **Formulaire D** Attestation de l'office des poursuites et faillites
- ☒ **Formulaire E** Non-participation à la soumission pour les fournitures
- ☒ **Formulaire F** Expérience dans la rédaction de cahiers de charges et connaissance de la législation et réglementation suisse
- ☒ **Formulaire G** Expérience dans l'application de la méthode BIM
- ☒ **Formulaire H** Preuve de l'existence d'un mode reconnu de gestion de la qualité

Critères d'adjudication :

- ☒ **Formulaire P** Montant de l'offre et temps consacré
- ☒ **Formulaire Q** Expérience et capacité du soumissionnaire
- ☒ **Formulaire R** Expérience et capacité du chef de projet
- ☒ **Formulaire S** Organisation de l'équipe de projet
- ☒ **Formulaire T** Développement durable et gestion de la qualité

AUTRES ANNEXES REMISES À CHAQUE SOUSMISSIONNAIRE (en ligne sur simap.ch):

- ☒ Cahier des charges N, complément au dossier d'appel d'offres.
- ☒ Études réalisées lors de l'avant projet :

Rapports de la ville du Locle

18-4604_Rapport_STEP_cons_communal.pdf, Rapport du Conseil communal au conseil général concernant une demande de crédit de Fr. 31'250'000.- pour la réalisation d'une nouvelle station d'épuration et création d'une commission occasionnelle « STEP ».

18-4604 Addendum_rapport_STEP.pdf, Addendum, Rapport 18-4604 concernant une demande de crédit de Fr. 31'250'000.- pour la réalisation d'une nouvelle station d'épuration et création d'une commission occasionnelle « STEP ».

Rapports établis par ALPHA WasserTechnik AG

Rapport révision A: Avant-Projet Nouvelle Station d'Épuration Ville du Locle: Rapports Avant-Projet PARTIE 1, Avant-Projet PARTIE 2 et MICROPOLLUANTS Fusionnés. Le Locle : Ville du Locle.

Rapport révision C: Micropolluants Nouvelle Station d'Épuration Ville du Locle. Le Locle : Ville du Locle.

Rapport révision D: Avant-Projet Nouvelle Station d'Épuration Ville du Locle. Le Locle : Ville du Locle.

Rapport révision D: Avant-Projet Nouvelle Station d'Épuration Ville du Locle : Partie 2. Le Locle : Ville du Locle.

Note technique établie par BG Ingénieurs conseils SA

Caroline Calpini. 2017. STEP Le Locle: Diagnostic polluants du bâtiment. Le Locle : BG Ingénieurs Conseils SA.

Nicolas Brun. 2016. STEP Le Locle: Diagnostic structurels des ouvrages existants. Le Locle : BG Ingénieurs Conseils SA.

Roland Paupe. 2016. STEP Le Locle: Rapport géotechnique. Le Locle : BG Ingénieurs Conseils SA.

Rapports établis par mch-consultants

20181201_rapport_STEP_LE_LOCLE_OFEV.pdf, Rapport d'étude – avant-projet
Projet de construction d'une station d'épuration, rapport de synthèse pour consultation

- ☒ Plans établis lors des phases antérieures de construction et de rénovation :

STEP 1969.pdf : Plan de situation de la station d'épuration de 1969

Route accès STEP 1970.pdf : Plan d'accès routier de 1970

AUTRES ANNEXES QUI PEUVENT ÊTRE CONSULTÉES AUPRÈS DE L'ADJUDICATEUR :

L'adjudicateur dispose d'un dossier de projet comprenant les plans d'exécution des travaux réalisés lors de la construction de la station d'épuration de la ville du Locle.

Ces documents peuvent être consultés sur demande auprès de la station d'épuration du Locle à l'adresse suivante :

Ville du Locle
Station d'épuration des eaux
le Col-des-Roches
2400 Le Locle
Tél: +41 (0) 32 933 85 70

Heures de consultation du lundi au vendredi :
matin : 8h00 à 11h00
après-midi : 13h30 à 15h45

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- ☒ <https://simap.ch>
Loi et règlement/ordonnance cantonaux d'application sur les marchés publics
- ☒ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19940432/index.html>
Loi fédérale sur les marchés publics (LMP) du 16 décembre 1994
- ☒ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19950538/index.html>
Ordonnance sur les marchés publics (OMP) du 11 décembre 1995
- ☒ <http://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/60172.htm>
Loi cantonale (NE) sur les marchés publics (RSN 601.72)
- ☒ <http://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/htm/601720.htm>
Règlement d'exécution de la loi cantonale sur les marchés publics (RELCMP) (RSN 601.720)
- ☒ <http://www.sia.ch/fr/services/sia-norm/contrats/>
Contrats-type SIA 1001/1, 1001/2, 1001/3, 1001/11 (convention complémentaire BIM) et SIA 1023
- ☒ <https://www.ne.ch/autorites/DEAS/SEMP/sante-securite-travail/Pages/accueil.aspx>
Information santé et sécurité au travail, canton de Neuchâtel
- ☒ <http://www.lelocle.ch/administration/reglementation-communale/>
Accès à la réglementation communale de la ville du Locle
- ☒ <https://www.suva.ch/fr-ch/prevention/la-securite-systemique/systeme-de-securite-msst>
Système de sécurité (MSST)
- ☒ <http://directives.cfst.ch/Default.aspx?LG=fr-CH>
Accès aux directives CFST pour la sécurité au travail

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE SOUMISSIONNAIRE



Le soumissionnaire doit posséder la ou les compétences, voire la ou les formations suivantes pour l'exécution du marché :

Conditions de participation

- Profil du soumissionnaire correspondant à la nature du marché mis en concurrence, intégrité sociale et fiscale du bureau d'ingénieur, respect des usages professionnels et des conditions de base relatives à la protection des travailleurs, égalité de traitement entre hommes et femmes et respect des prescriptions fédérales et cantonales de la législation sur la protection de l'environnement (Formulaires A et B).

Critères d'aptitude (art 19. SIA 144:2013)

Critères financiers et économique :

- Assurance responsabilité civile d'une couverture minimale à cinq millions de francs suisses (CHF 5'000'000.-) assurant la couverture contre les dommages aux personnes et aux choses (Formulaire C).
- Attestation de l'Office des poursuites et faillites (Formulaire D).

Critères techniques :

- L'offre doit être complète et conforme aux exigences et contraintes du cahier des charges.
- Expérience dans la rédaction de cahiers des charges techniques pour des entreprises et fournisseurs et connaissance de la législation et réglementation suisse (Formulaire F).
- Expérience dans l'application de la méthode BIM ou capacité à démontrer l'acquisition des connaissances pour la réalisation du projet (Formulaire G).

Critères organisationnels:

- La langue française doit être maîtrisée par l'ensemble de l'équipe de projet.
- Ne pas être fournisseur de biens d'équipements et/ou de matériel pour la réalisation des travaux (Formulaire E).
- Acceptation des conditions administratives de la procédure d'appel d'offres par la signature du présent document K2.
- Disposer d'un système de gestion de la qualité (Formulaire H).
- Une association de bureaux ou consortium de soumissionnaires avec plus de trois (3) bureaux n'est pas admise.
Le soumissionnaire a la possibilité de proposer plusieurs entreprises (consortium) ou bureaux associés pour remplir les compétences requises, ceci pour autant qu'au moins un des membres se soit acquitté, le cas échéant, l'émolument d'inscription ou les frais de dossier. Le nombre d'entreprises ou de bureaux associés est limité à **trois**.
- La sous-traitance n'est pas admise (voir infra § 3.11).

2. INFORMATIONS GÉNÉRALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Commune du Locle Hôtel-de-Ville 1 Case postale 656 2400 Le Locle

2.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure auprès duquel les documents peuvent être demandés

Commune du Locle Hôtel-de-Ville 1 Case postale 656 2400 Le Locle par mch-consultants Sur la Croix 13 1071 Rivaz.

Les documents relatifs à l'appel d'offres sont téléchargeables sur la plateforme simap à l'adresse <https://www.simap.ch>; en cas de problème, ils peuvent aussi être demandés par courrier électronique à l'adresse suivante:

step-lelocle@mch-consultants.ch
--

2.3 Nature et importance du marché

- ☒ Descriptif complet du marché en annexe N (art 5. SIA 144:2013)
- ☒ Résumé du projet

Résumé succinct

Après plus de 47 ans de fonctionnement, la station d'épuration de la ville du Locle doit intégrer une étape supplémentaire de traitement des micropolluants organiques, afin de la rendre conforme aux exigences légales dans un souci de préservation de l'environnement pour les générations futures.

La nouvelle station d'épuration devra aussi intégrer une étape de nitrification. Le canton de Neuchâtel a en effet désormais imposé la nitrification des eaux.

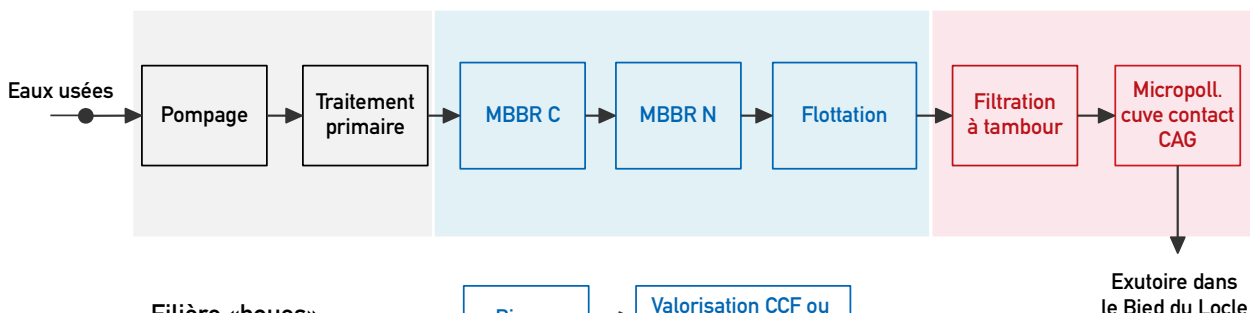
Au vu de l'état général des installations et des besoins de mise à niveau de la quasi-totalité des équipements, la solution la plus économique est la reconstruction d'une nouvelle station d'épuration comprenant une filière biologique au moyen de cultures fixées avec nitrification ainsi qu'un traitement des micropolluants organiques par une filtration finale par charbon actif en grains ou micro-grains.

Ces travaux s'intègrent dans un cadre global de gestion et d'évacuation des eaux qui comprend notamment les mesures prises dans le cadre du Plan général d'évacuation des eaux (PGEE).

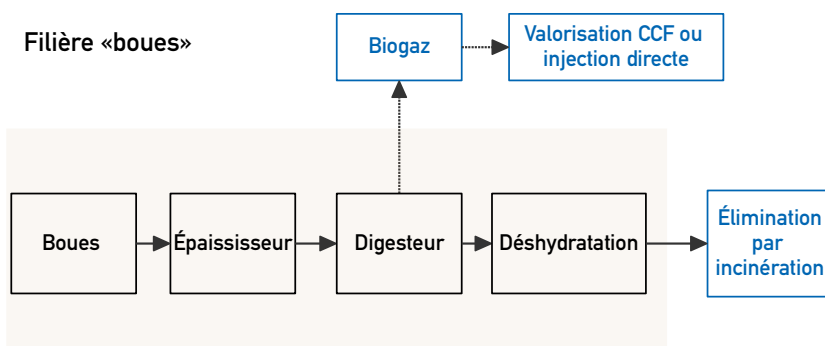
A ce jour, diverses études portant sur la faisabilité des processus de traitement des eaux usées et de celui des micropolluants ont été réalisées. Celles-ci ont permis de retenir les procédés qui seront mis en œuvre durant le projet.

Le processus général de la chaîne de traitement des eaux et des boues retenue est présentée à la figure suivante :

Filière « eau »



Filière « boues »



Objet du marché

Réalisation de la station d'épuration de la ville du Locle afin de permettre le traitement des micropolluants par le biais d'une filtration à charbon actif en grains ou micro-grains et du traitement de l'azote.

Les travaux comprennent la réalisation de la chaîne de traitement des eaux et des boues, des équipements électromécaniques, de l'alimentation électrique ainsi que la déconstruction des équipements et des bâtiments de l'actuelle station d'épuration.

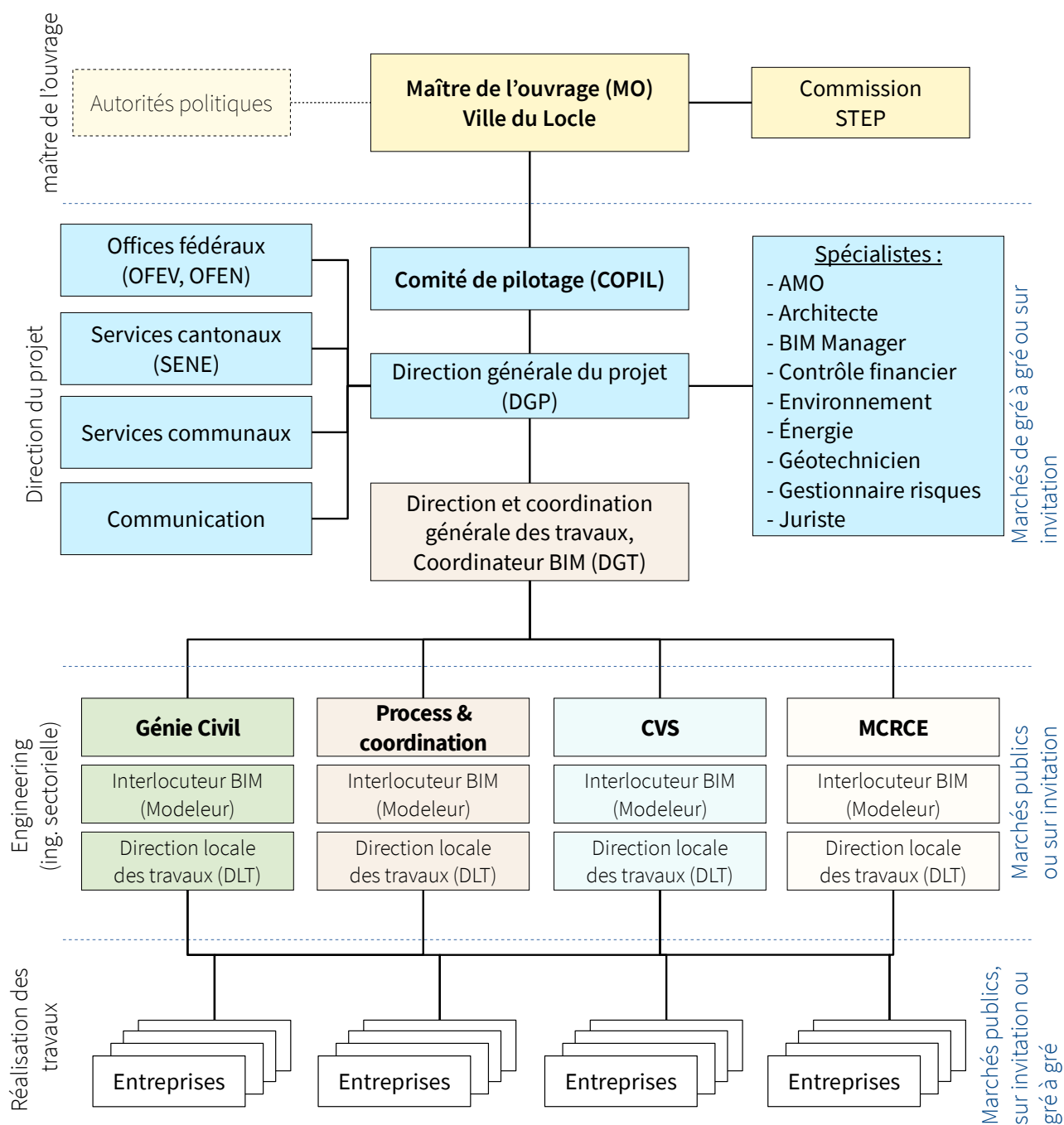
Les travaux comprennent en outre la construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation pour les collaborateurs en charge de la station d'épuration.

La nouvelle station sera réalisée pour une population équivalente de 18'000 EH, le taux d'abattement des composés traces organiques (micropolluants) devra être de 80 % conformément à l'Ordonnance sur la protection des eaux.

L'actuelle station d'épuration sera maintenue en fonction durant toute la durée des travaux.

Organisation du projet :

L'organisation du projet est la suivante :



Abréviations :

MO – Maître de l'ouvrage	DLT – Direction locale des travaux
COPIL – Comité de pilotage	MCRCE – Mesure, commande, réglage, conduite, électricité
OFEV – Office fédéral de l'environnement	CVS – Chauffage, ventilation, sanitaire
OFEN – Office fédéral de l'énergie	BIM – Building Information Modeling
SENE – Service de l'environnement du canton de Neuchâtel	
DGP – Direction générale du projet	

Cette organisation est précisée au chapitre 3 du cahier des charges N.

La direction du projet sera présidée par la ville du Locle. La direction du projet est formée du représentant de l'exploitation de la station d'épuration et des mandataires spécialisés dans les différents domaines. Elle intègre également une analyse transversale de la gestion des risques tant techniques que financiers ainsi que le manager BIM.

Étendue des prestations d'ingénierie

Le principe retenu par le maître de l'ouvrage est de limiter les prestataires pour éviter une dilution ou un report des responsabilités avec une pluralité de répondants. Dans cette optique, le maître de l'ouvrage souhaite joindre les mandats de spécialiste du traitement de l'eau, de coordination générale et de coordination BIM en un seul partenaire qui travaillera en étroite collaboration avec la direction de projet.

Les prestations d'ingénierie sont ainsi divisées en quatre marchés :

Traitement des eaux et coordination : Coordination générale du projet en collaboration étroites avec des spécialistes et le maître de l'ouvrage et maîtrise d'œuvre des parties "process" (traitement des eaux usées, traitement des boues et de l'air, traitement des micropolluants et électromécanique), conseil au maître de l'ouvrage pour le traitement d'eau (traitement primaire, MBBR, charbon actif en grains ou micro-grains), tout en maintenant l'exploitation fonctionnelle de la station d'épuration actuelle. Coordination BIM en étroite collaboration avec le manager BIM du projet.

Génie civil : Maîtrise d'œuvre du projet pour la partie génie civil et bâtiment, travaux de démolition et de reconstruction tout en maintenant l'exploitation fonctionnelle de la station d'épuration actuelle, chauffage, ventilation et sanitaires sous exploitation de la station en permanence.

Chauffage ventilation sanitaire : Maîtrise d'œuvre du projet pour les parties chauffage, ventilation et sanitaire, en particulier pour tous les locaux de service du nouveau bâtiment d'exploitation à réaliser.

Mesure, commande, régulation, contrôle et électricité : Maîtrise d'œuvre du projet pour les parties mesure, commande, régulation, contrôle et électricité et électricité MT/BT, alimentation et sécurisation des équipements électromécaniques, mise à la terre, éclairage, adaptation du bâtiment et choix techniques.

Un descriptif complet et détaillé par marché est présenté dans les cahiers des charges N propres à chaque marché.

Planification générale

Un planning prévisionnel est présenté dans le cahier des charges N.

Les dates principales sont les suivantes :

Publication des appels d'offres pour l'ingénierie sectorielle :	8.03.2019
Visite des lieux :	27.03.2019
Délai pour poser des questions :	11.04.2019
Réponses aux questions :	15.04.2019
Dépôts des dossiers d'offres par le soumissionnaires :	29.04.2019
Ouverture des offres qualitatives :	29.04.2020
Ouverture des offres financières :	27.05.2019
Communication des adjudications :	18.06.2019
Établissement des contrats avec les adjudicataires :	07.2019
Projet définitif et étude d'impact :	07.2019-05.2020
Consultations canton et OFEV :	04.2020-09.2020
Obtention du permis de construire :	10.2020
Projet d'exécution :	10.2020-07.2021
Installations de chantier :	11.2020
Travaux :	10.2020-05.2023
Mises en services :	06.2022-05.2023
Réception finale, contrôle et remise de l'ouvrage :	05.2023-06.2023
Décompte final à transmettre au canton de Neuchâtel :	30.9.2023

Un planning détaillé sera élaboré au début des travaux en concertation avec tous les acteurs et parties prenantes du projet.

Les prestations d'ingénierie sectorielle faisant l'objet du présent marché se dérouleront entre juillet 2019 et septembre 2023.

Rémunération (principe)

Le principe de la rémunération est basé sur le tarif temps plafonné. Les plafonds s'appliquent à chaque phase.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

- ☐ Le cachet postal faisant foi est accepté
- ☐ L'offre doit parvenir par poste
- ☒ Les offres doivent parvenir au plus tard le :

<p style="text-align: center;">Lundi 29 avril 2019 à 11h45</p> <p style="text-align: center;">auprès de</p> <p style="text-align: center;">Commune du Locle Hôtel-de-Ville 1 Case postale 656 2400 Le Locle</p> <p style="text-align: center;">au guichet n° 33, 2^{ème} étage du bâtiment</p>

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre sous forme papier en :

- ☒ **1 exemplaire**

Le soumissionnaire doit aussi fournir son offre sous forme clé USB ou CD-ROM :

- ☒ **OUI**

Afin de permettre d'évaluer les aspects qualitatifs indépendamment du coûts des prestations offertes (art 15.1 SIA 144:2013), le soumissionnaire doit fournir son offre financière dans une enveloppe séparée (formulaire P sous forme papier et clé USB ou CD-ROM) et remise dans le même délai et aux mêmes coordonnées que le présent dossier. Le montant de l'offre **ne doit pas être indiqué** sur la page de garde de ce dossier).

Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu demandé par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Les croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture.

Tous les documents devront être soigneusement agrafés, reliés ou intégrés dans un classeur A4, avec, de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du soumissionnaire et le nom du marché mis en concurrence, ainsi que le nom de l'objet ou du projet s'il y en a un. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

L'adjudicateur recommande l'utilisation des formulaires pdf téléchargeables sur la plateforme SIMAP pour répondre au présent appel d'offres.

3.3 Recevabilité de l'offre

Pour participer à la présente procédure, les soumissionnaires doivent obligatoirement produire un dossier de soumission dûment rempli et valablement signé, avec les annexes demandées.

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- ☒ sont arrivées signées et datées dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixées ;
- ☒ sont accompagnées des attestations, preuves et documents demandés par l'adjudicateur, d'une durée de validité de maximum une année (1 an) ;
- ☒ sont présentées la langue exigée par l'adjudicateur (soit la langue française) ;
- ☒ sont remplies selon les indications de l'adjudicateur ;
- ☐ sont validées par le paiement de l'émolument (il n'y a pas d'émolument pour le téléchargement des dossiers par internet, cf infra pt 3.5 en page 15) ;
- ☒ si le marché est soumis à l'Accord OMC sur les marchés publics, proviennent d'un soumissionnaire dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux soumissionnaires suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002) (voir point 4.1 en page 21).

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

- ☒ Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH à l'adresse suivante : <https://www.simap.ch>.

Si le soumissionnaire télécharge le dossier, il sera considéré comme inscrit pour autant qu'il ait rempli complètement et correctement le formulaire d'inscription du site internet. L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier. Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

Si le soumissionnaire ne souhaite pas ou ne peut pas télécharger le dossier, il peut le demander à l'adjudicateur jusqu'à la date fixée au chapitre 3.1. Toutefois, le soumissionnaire devra assumer les conséquences du temps nécessaire à la réception de la demande, à la préparation de l'envoi et aux délais d'expédition/réception. De même, le soumissionnaire devra s'acquitter d'un émolument (voir chapitre 3.5). Dans ce sens, au vu de la quantité de documents à expédier, l'adjudicateur recommande au soumissionnaire de demander le dossier au moins deux semaines avant la date fixée au chapitre 3.1.

3.5 Émolument d'inscription et/ou frais de dossier



L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription. Toutefois, si le dossier est téléchargeable sur le site internet SIMAP.CH et que le soumissionnaire le demande néanmoins par courrier, l'adjudicateur exige le paiement des frais de dossier d'un montant de **CHF 500.-** qui devra être versé, avant la date fixée au chapitre 3.1 en page 13, à l'adresse suivante :

Commune du Locle
Service des finances
Case postale
2400 Le Locle.

IBAN : CH36 0900 0000 2300 0095 1
SWIFT : POFICHBEXX

La copie de la quittance du versement devra être jointe à l'offre.

3.6 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre, un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Il appartient au soumissionnaire d'annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation cité au §4.11. Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise ou un collaborateur, ainsi qu'un associé ou un membre du pool de mandataires est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation. Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur de remplacer le membre concerné par un des suppléants (mentionnés au §4.11).

3.8 Incompatibilité et concurrents (art. 14 SIA 144:2013)



Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de les exclure d'office de la procédure, la personne, l'entreprise ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- n'est pas comprise dans le marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

Liste des personnes, entreprises ou bureaux qui ont élaboré une étude ou une expertise ou qui ont édité un document avant la procédure en rapport avec le marché présent (art. 14 SIA 144:2013) :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
ALPHA WasserTechnik AG	Rapport révision A : Avant-Projet Nouvelle Station d'Épuration Ville du Locle : Rapports Avant-Projet PARTIE 1, Avant-Projet PARTIE 2 et MICROPOLLUANTS Fusionnés. rapport final du 21.07.2017
ALPHA WasserTechnik AG	Rapport révision C : Micropolluants Nouvelle Station d'Épuration Ville du Locle, rapport final du 05.01.2017
ALPHA WasserTechnik AG	Rapport révision D : Avant-projet nouvelle station d'épuration de la ville du Locle, rapport final du 16.04.2016
ALPHA WasserTechnik AG	Rapport révision D : Avant-projet nouvelle station d'épuration de la ville du Locle, rapport final du 05.01.2017
BG Ingénieurs conseils SA	Rapport géotechnique 72127.01-RN004, 3.10.2016
BG Ingénieurs conseils SA	Rapport géotechnique 72127.01-RN004, 3.10.2016
BG Ingénieurs conseils SA	Rapport d'investigation technique préalable selon Osites, 72127.03-RN002/cani, 2.06.2017
BG Ingénieurs conseils SA	Diagnostic polluants du bâtiment, 72127.05-RN001/Cani, 24.01.2017
BG Ingénieurs conseils SA	Surveillance des eaux souterraines selon l'Osites, 72127.06-RN001-20171026, 9.11.2017
BG Ingénieurs conseils SA	Surveillance des eaux souterraines selon l'Osites, campagne 2, 72127.06-RN002-20180220, 09.04.2018
BG Ingénieurs conseils SA	Surveillance des eaux souterraines selon l'Osites, campagne 3, 72127.06-RN003-20180628, 03.11.2018

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
BG Ingénieurs conseils SA	Diagnostic structurels des ouvrages existants, 72127.02-RN003-A-Rapport diagnostic des ouvrages, 14.10.2016
WABAG & RIBI SA & HES-SO Fribourg et Canton de Neuchâtel	Traitement des micropolluants par dosage de CAP dans la boue activée d'un MBBR. Rapport final sur les essais pilotes à la step du Locle, décembre 2014
Stereau ingénierie	Step du Locle, Traitement des micropolluants. Offre Carboplus micro-grains. 30.09.2016
<i>mch</i> -consultants	Rapport d'étude – avant-projet, Projet d'aménagement de la station d'épuration, rapport de synthèse pour consultation OFEV, décembre 2018

Les rapports élaborés en lien avec le marché avant la procédure sont transmis à tous les soumissionnaires (cf liste en page 4).

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ont été autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées (art 14.4 SIA 144:2013):

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
ALPHA WasserTechnik AG	Études de l'avant-projet sommaire et analyses de variantes de traitement des eaux usées, analyse de faisabilité de l'ozonation.
RBI ingénieurs hydrauliciens	Études du traitement des micropolluants par dosage de CAP dans la boue activée d'un MBBR. BAMO pour le bâtiment de traitement des eaux pluviales (Actiflo).
BG Ingénieurs conseils SA	Avis géotechnique et études spécialisées Osites
WABAG Technique de l'Eau SA	Prestations d'analyse lors d'essais pilotes par dosage de CAP dans les MBBR.
Stereau ingénierie	Offre budgétaire pour une installation de traitement des micro-polluants.

En cas de participation à la procédure, la personne, l'entreprise et le bureau concernés doivent être prêts à faire la démonstration qu'ils ne possèdent pas d'avantage prépondérant, particulier ou déterminant, par rapport aux autres soumissionnaires, qui pourrait fausser le jeu de la concurrence.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées (art 14.3 SIA 144:2013):

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation réalisée
<i>mch-consultants</i>	BAMO et aide à l'élaboration des cahiers des charges pour l'ingénierie sectorielle.

Toute personne, entreprise et bureau qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, qui ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou via ce dernier.

Le fait qu'un soumissionnaire ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres soumissionnaires, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nuit à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau, une entreprise ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire ou membre associé d'un soumissionnaire, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

☐ Cela ne concerne pas les sous-traitants

☒ Cela concerne aussi les sous-traitants (cf. infra pt 3.11 en page 19 : La sous-traitance n'est pas admise dans le présent marché).

3.10 Association de bureaux ou consortium d'entreprises

Si une association de bureaux ou d'entreprises est admise, cela ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure. Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'article 535 du CO, les associés nommeront une entreprise ou un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur ou pour recevoir valablement toute

communication au nom de ce dernier ou pour ce dernier (art 14.2 SIA 144:2013). Ce « pilote » est le garant des bons rapports entre associés. Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant de ce contrat, dans les limites fixées par le CO. En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, la suite de l'exécution du marché sera assumée par les autres, sans préjudice des conséquences financières et juridiques découlant de la situation. La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.

3.11 Sous-traitance

☒ La sous-traitance n'est pas admise et ne sera donc pas prise en considération.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est :

☒ **le français** ☐ l'allemand ☐ l'italien ☐ l'anglais

La langue officielle acceptée lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation et échanges de courrier, est :

☒ **le français** ☐ l'allemand ☐ l'italien ☐ l'anglais

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché sont :

☒ **le Franc suisse (CHF)** ☐ l'Euro ☐ le Dollar.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le soumissionnaire, adjudicataire du marché, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des soumissionnaires qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles. L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de :

☒ **18 mois à compter de la date du dépôt de l'offre**

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

3.16 Variante d'offre de la part du soumissionnaire

- ☒ Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication. Toutefois, si un soumissionnaire a néanmoins déposé des propositions d'optimisation du cahier des charges, des suggestions de modification de la liste des matériaux ou des équipements, ou une variante d'exécution ou de projet, l'adjudicateur peut en tenir compte lors des discussions contractuelles si ce soumissionnaire est adjudicataire du marché.

3.17 Indemnisation

- ☒ L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

3.18 Marché divisé en lots

- ☒ L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché en lots. En conséquence, le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché.

3.19 Offre partielle

- ☒ Les offres partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

4.1 Bases légales

La procédure est :

- Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 :
☒ **soumise**
☐ non soumise
- **Accord bilatéral sur certains** aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 :
☒ **soumise**
☐ non soumise
- Loi sur les routes nationales (LRN) du 08.03.60 et Ordonnance sur les routes nationales (ORN) du 18.12.1995 :
☐ soumise
☒ **non soumise**
- soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (Loi sur les cartels, Lcart) du 6 octobre 1995 (Etat le 1^{er} décembre 2014) ;
- soumise à la Loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD) du 19 décembre 1986 (État le 1^{er} juillet 2016) ;
- soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995 (État le 1^{er} janvier 2007) ;
- soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution ;
- soumise à la Loi cantonale sur les marchés publics (LCMP) du 23 mars 1999 (État le 1^{er} janvier 2011) ;
- soumise aux Règlement d'exécution de la loi cantonale sur les marchés publics (RELCMP) du 3 novembre 1999 (Etat le 1^{er} août 2013) ;

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'État du canton de Neuchâtel ou téléchargés sur le site internet de SIMAP à l'adresse <https://www.simap.ch>.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délai pour poser des questions



Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

Jeudi 11 avril 2019

auprès de

Commune du Locle
Hôtel-de-Ville 1
Case postale 656
2400 Le Locle

step-lelocle@mch-consultants.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises sous la forme électronique (courriel) ou par le biais du forum de SIMAP. Le titre du message comprendra « Station d'épuration du Locle ».

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. L'adjudicateur s'engage à répondre dans les cinq jours ouvrables aux questions posées. S'agissant des éventuelles questions posées le 11 avril 2019, l'adjudicateur y répondra au plus tard le lundi 15 avril 2019, ceci afin de permettre aux soumissionnaires de prendre en compte les réponses transmises dans leurs offres.

L'adjudicateur recommande aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le soumissionnaire s'y soit inscrit.

Pour les soumissionnaires qui ont demandé le dossier par écrit, ils recevront la liste des questions et des réponses par voie postale. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

- ☒ Une séance d'information et/ou visite du site d'exécution est organisée le :

Mercredi 27 mars 2018 à 14h00

auprès de

Station d'épuration des eaux usées
Le Col-des-Roches
2400 Le Locle

La visite et la séance d'information feront l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été transmises sur place, ainsi que les questions posées par les soumissionnaires présents et les réponses données par l'adjudicateur. Le procès-verbal sera transmis à tous les soumissionnaires, qu'ils aient été présents ou non à la séance d'information. Le procès-verbal mentionnera les noms des soumissionnaires présents sur place.

Au vu de la particularité du marché, la visite des lieux et la séance d'information sont fortement conseillées mais ne sont pas obligatoires.

4.5 Ouverture des offres

- ☒ L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres conformément à l'art. 28 de la Loi cantonale sur les marchés publics LCMP du 23. mars 1999. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.
- ☒ Le procès-verbal peut être obtenu uniquement sur demande écrite adressée à l'adjudicateur, à partir de l'adjudication (art. 28 LCMP).

4.6 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance, les suivants :

		Poids	Points maximum
Montant de l'offre et temps consacré (Formulaire P)			
1.1	Montant TTC et offre financière	20%	100
1.2	Rendement de l'offre, temps consacré	10%	50
Expérience et capacité du soumissionnaire (Formulaire Q)			
2.1	Construction ou réfection de stations d'épuration d'un montant ≥ 5'000'000.- (cinq millions de francs suisses)	24%	120
2.2	Réalisations d'infrastructures de génie civil comprenant des travaux géotechniques		
2.3	Expériences spécifiques dans les domaines suivants : démolition,fondations, gestion de sols ou sites contaminés		
Expérience et capacité du chef de projet (Formulaire R)			
3.1	Construction ou réfection d'infrastructures industrielles d'un montant ≥ 5'000'000.- (cinq millions de francs suisses)	15%	75
3.2	Réalisations d'installations de traitement des eaux (canalisations ou station de traitement des eaux potables ou usées)		
3.3	Coordination de grand chantier faisant intervenir plusieurs corps de métiers et comprenant un suivi financier		
Organisation de l'équipe de projet (Formulaire S)			
4.1	Description (compréhension de la mission, de l'organisation générale et intégration de l'équipe de projet dans l'organigramme général)	12%	60
4.2	Organisation : qualification des personnes clés pour l'exécution du marché, effectif, suppléances.		
Développement durable et gestion de la qualité (Formulaire T)			
5.1	Maîtrise des risques et mesures en matière d'hygiène et de sécurité	10%	50
5.2	Mesures en matière environnementale		
Présentation de l'offre			
6.1	Clarté, soin et degré d'élaboration du dossier	9%	45
Total		100%	500

4.7 Évaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'adjudicateur. La méthode des deux enveloppes sera appliquée (art. 15 SIA 144:2013). Dans une première étape, seuls les dossiers comprenant les aspects qualitatifs sont ouverts. L'organisateur de la procédure procède à toutes les vérifications nécessaires et la commission d'évaluation analyse et note les offres selon les critères d'adjudication conformément au §4.6.

Dans un second temps, la commission d'évaluation procède à l'ouverture des offres financière (formulaire P), effectue les vérifications nécessaires et détermine les notes du critère prix et temps consacré conformément aux §4.9 et 4.10.

L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux soumissionnaires préalablement.

Un critère ne sera pas utilisé deux fois durant la procédure.

L'évaluation des offres est placée sous la responsabilité de l'adjudicateur qui peut s'adjoindre l'aide d'un collège d'experts ou d'un comité d'évaluation.

L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

Au vu de la **procédure ouverte**, l'adjudicateur a décidé de prendre en compte uniquement les points acquis avec les critères d'adjudication (formulaires P à T).

De ce fait, les critères d'aptitude ne font pas partie de la liste des critères d'adjudication et seront jugés en premier lieu pour déterminer l'aptitude minimum requise.

L'adjudicateur rappelle que les critères d'aptitude servent à s'assurer que le soumissionnaire a les capacités suffisantes pour réaliser le marché faisant l'objet de la présente procédure. Le non-respect d'un critère d'aptitude conduit à l'exclusion du soumissionnaire. De même, un critère d'aptitude non-respecté ne peut pas être compensé par le fait que le soumissionnaire dépasse les exigences fixées pour un autre critère d'aptitude.

Lorsque deux soumissionnaires ou plus sont à égalité parfaite au terme de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur décide librement du soumissionnaire qui sera l'adjudicataire du marché (Art.38 al.2, RELMCP).

Compléments d'informations :

L'adjudicateur rappelle ici que l'évaluation de l'offre financière se fait sur l'ensemble des prestations, mais la libération des phases projet d'exécution, direction locale des travaux et suivantes dépendra de l'obtention du permis de construire.

4.8 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un soumissionnaire reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un soumissionnaire dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres soumissionnaires, ce soumissionnaire est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3,54), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

Les appréciations générales déterminant chaque note sont définies comme suit :

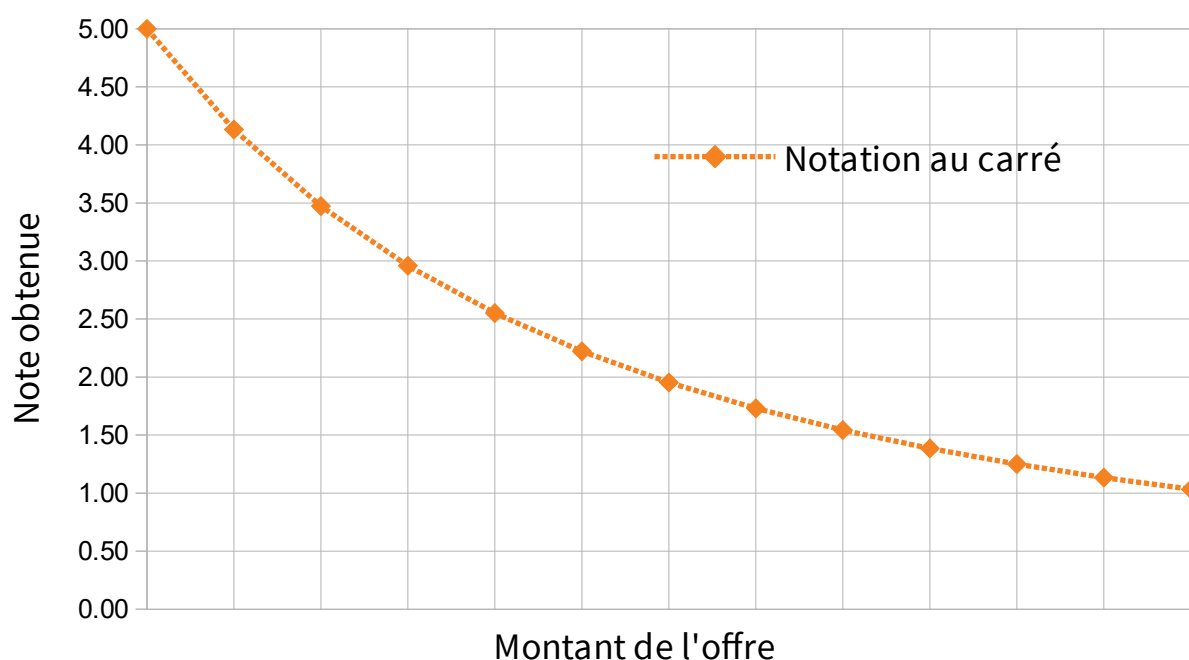
Note	Appréciation	Commentaire
0		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Partiellement suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4	Bon et avantageux	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Très intéressant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

4.9 Notation du prix

- ☒ La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$Note\ offre_x = \left(\frac{Coût\ de\ l'\ offre\ min}{Coût\ de\ l'\ offre\ x} \right)^2 \cdot 5$$

Représentation graphique :

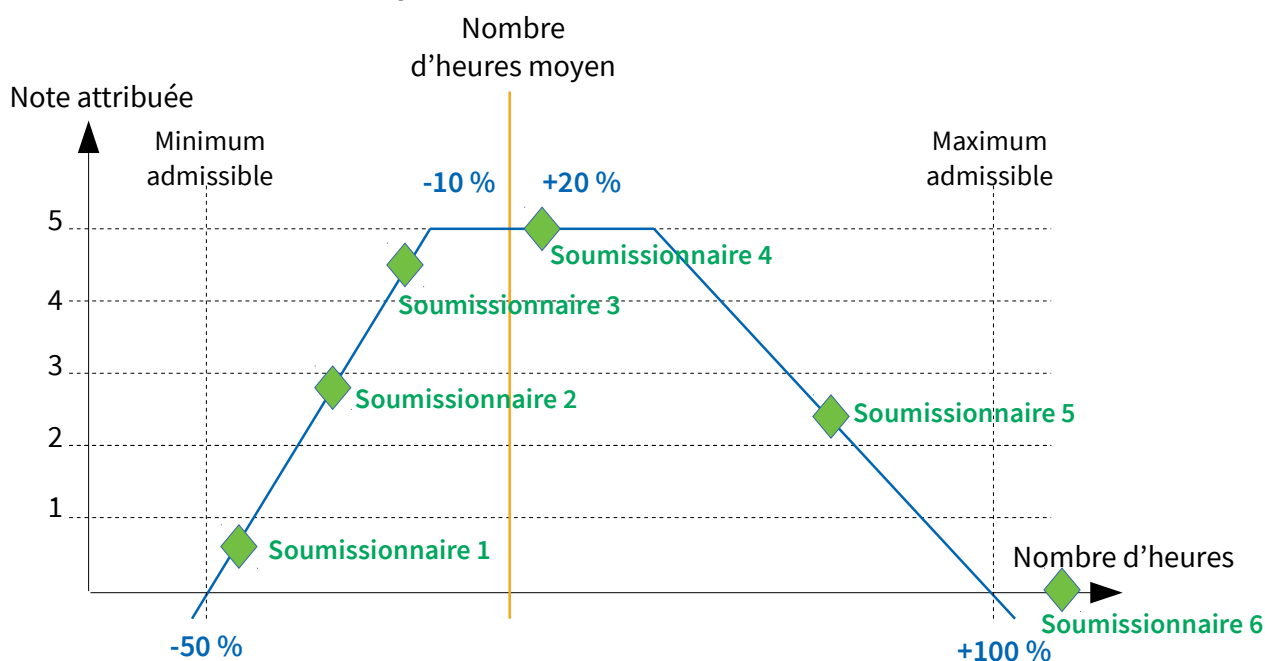


Notation du montant de l'offre sur une échelle de 0 à 5 selon la méthode T2

4.10 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

- ☒ La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode T4 suivante : en tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les soumissionnaires pour exécuter le marché. Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (normalement 10 à 20%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage (normalement 50% à 100%) de part et d'autre de la moyenne. Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur ou tiré de la moyenne des heures ou jours offerts par les soumissionnaires pour autant que ceux-ci soient au minimum 5.

Représentation graphique :



Notation du temps consacré sur une échelle de 0 à 5 (Guide romand pour les marchés publics, annexe T4, https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dinf/sg-dinf/guide_romand/t4_methode-notation-temps-consacre.pdf)

4.11 Comité d'évaluation à compléter cas échéant



L'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

M./Mme	Nom et Prénom	Titre, fonction, profession
M.	Cédric Dupraz	Conseiller Communal, ville du Locle, MO
M.	Cédric Huguenin	Responsable exploitation, STEP du Locle, MO
M.	Jean-Marie Cramatte	Architecte communal de la Ville du Locle
M.	Pierre Schneider	Ingénieur communal de la Ville de la Chaux-de-Fonds
M.	Pierre Wyrsh	Responsable de l'évacuation et du traitement des eaux, Canton de Neuchâtel
M.	Higy Christophe	mch-consultants – BAMO

Suppléant(s) :

M./Mme	Nom et Prénom	Titre, fonction, profession
M.	Stefano Fantini	Responsable génie-civil, ville du Locle, MO
Mme.	Mirja Nicollier	mch-consultants – BAMO

Récusation

Les soumissionnaires qui entendent user de leur droit de récuser un ou plusieurs des membres de la commission sont tenus d'en faire la demande motivée, à réception du cahier des charges.

4.12 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

4.13 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas fondamentalement en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires. En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel. Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le

bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision avec mention des voies de recours.

4.14 Interdiction des négociations

L'interdiction des négociations concerne les procédures sur invitation, ouverte et sélective. Elle n'empêche par ailleurs pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective. En conséquence, jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procédera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

4.15 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Une erreur de calcul manifeste du prix unitaire ou global, ainsi qu'un prix unitaire ou global manifestement trop bas doit être vérifiée au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires.

Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix. Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif.

La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix. Le cas échéant, l'adjudicateur se réserve le droit d'engager une procédure en dommages et intérêts.

4.16 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas les critères d'aptitude fixés.

L'adjudicateur peut décider d'adjuger le marché uniquement à l'offre qui a obtenu au moins 60% des points possibles sur l'ensemble des critères. S'il devait constater qu'aucun soumissionnaire ne serait adjudicataire en appliquant cette règle, il se réserve le droit d'abaisser cette limite ou de prendre une décision d'interruption et de renouvellement de la procédure, s'il le juge nécessaire. Le cas échéant, cette décision est sujette à recours.

4.17 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque soumissionnaire recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les soumissionnaires.

4.18 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire qui a l'intention de déposer un recours.

4.19 Voies de recours

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente soit le Tribunal administratif, rue du Pommier 1, case postale 3174, 2001 Neuchâtel dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

4.20 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les membres d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité.
- g) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. En conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;

- i) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- j) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- k) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- l) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- m) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- n) il respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- o) en cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;
- p) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage ;
- q) il créera une société simple selon le Code des Obligations et/ou le contrat de société SIA 1016 s'il y a une association de mandataires, un consortium d'entreprises ou de fournisseurs. Le cas échéant, il fournira également, sur demande, l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires co-solidaires ;
- r) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- s) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- t) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;

- u) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- v) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.

Feuille de contrôle du document

Contenu	Dossier d'appel d'offres, Annexe K2
Objet	Ingénierie sectorielle, marché de génie civil
Auteur(s)	<i>mch</i> -consultants
Date	4.3.2019
Nom du fichier	K2_ao_step_genie_civil
Statut	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Pour validation <input type="checkbox"/> Validé
Validé par	<input type="checkbox"/> Ville du Locle <input type="checkbox"/> <i>mch</i> -consultants
Distribution	Soumissionnaire(s), SIMAP

Versions & modifications du documents

Date	Version	Modifications
4.3.2019	3.0	Mise à jour
03.2.2019	2.0	Mise à niveau et corrections
21.1.2019	2.0	Mise à niveau et corrections
12.2018	1.0	Rédaction et analyse des conditions
11.2018	1.0	Canevas de base issus du guide romand des marchés publics